



L'héritage colonial de la France et les préoccupations sécuritaires des États-Unis se croisent au Niger

Par [M. K. Bhadrakumar](#)

Région : [Afrique subsaharienne](#)

Mondialisation.ca, 17 août 2023

[Indian Punchline](#)

Des partisans du mouvement M62 au Niger manifestent pour exiger le départ des forces étrangères [Photo d'archives].

Le coup d'État militaire au Niger date déjà de trois semaines. Les putschistes consolident leur règne, ayant pris le dessus dans le jeu d'ombre avec la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest [CEDEAO] soutenue par les anciennes puissances coloniales qui ravagent cet État désespérément pauvre d'Afrique de l'Ouest riche en minéraux.

Les perspectives de réintégration du président nigérien pro-occidental Mohamed Bazoum semblent faibles. C'est un Arabe de souche ayant une petite base de pouvoir dans un pays à prédominance africaine, issu de la tribu des migrants Ouled Slimane, qui a l'habitude d'être la cinquième colonne de la France dans la région du Sahel.

La CEDEAO a perdu l'initiative une fois que les putschistes ont défié son échéance du 6 août pour libérer Bazoum et le réintégrer sous peine d'action militaire.

Le coup d'État au Niger a également été un revers humiliant pour la France, et un terrible drame pour le président Emmanuel Macron personnellement, car il a perdu son meilleur partisan de la politique néocoloniale de la France en Afrique. Macron a poussé la CEDEAO à envahir le Niger et à sauver Bazoum. Il a mal interprété la vague de fond derrière le coup d'État et a parié que l'armée nigérienne se fragmenterait. Sa réaction excessive a entraîné le fait que les putschistes ont abrogé du jour au lendemain les pactes militaires avec la France. Et l'animosité latente envers la France a augmenté, forçant Macron à céder le leadership à Washington.

Non seulement la France, mais les puissances occidentales dans leur ensemble ne comprennent pas que les peuples africains ont une mentalité hautement politisée, grâce aux mouvements de libération nationale violents et âprement combattus. Sans surprise, l'Afrique s'est rapidement adaptée à l'espace qui s'ouvrait pour elle dans le cadre multipolaire pour négocier avec les ex-maîtres coloniaux.

Lundi dernier, le général Abdourahmane Tchiani qui est le chef titulaire du putsch, a refusé de rencontrer la sous-secrétaire d'État américaine par intérim Victoria Nuland. Nuland et d'autres responsables américains ont demandé à voir Bazoum en personne, mais cette demande a également été rejetée. Au lieu de cela, Nuland a dû négocier avec le

commandant des forces d'opérations spéciales du Niger et l'un des chefs du coup d'État, le Brig. Gen. Moussa Salaou Barmou, qui sert de chef de la défense.

Fait intéressant, Barmou avait fréquenté l'Université de la Défense nationale des États-Unis et avait été formé à Fort Benning en Géorgie. De toute évidence, la junte espérait dialoguer avec Washington. *The Intercept* a depuis [révélé](#) que Barmou n'était pas le seul général nigérien formé par les États-Unis à être impliqué dans le coup d'État.

Il a déclaré : « *Deux semaines après le coup d'État au Niger, le Département d'État n'a toujours pas fourni de liste des mutins liés aux États-Unis, mais un autre responsable américain a confirmé qu'il y a « cinq personnes que nous avons identifiées comme ayant reçu un entraînement [de l'armée américaine].* » En théorie, Washington garde ses cartes près de la poitrine et laisse les Russes deviner.

Les États-Unis font face à une situation désordonnée au Niger. Ses priorités sont doubles : premièrement, bloquer toute initiative russe visant à ce que les combattants de Wagner remplacent le contingent français au Niger, et deuxièmement, conserver ses trois bases au Niger quoi qu'il arrive. Si l'administration Biden n'a pas formellement qualifié la prise de contrôle militaire au Niger de coup d'État, c'est parce qu'une telle désignation ne permettra pas une assistance supplémentaire en matière de sécurité au Niger où les États-Unis ont une présence militaire de 1100 hommes et, plus important encore, une base de drones, connue comme la base aérienne 201, près d'Agadez dans le centre du Niger construite pour un coût de plus de 100 millions de dollars, qui est utilisée depuis 2018 pour des opérations au Sahel.

Un rapport de Reuters déclare :

« L'un des responsables américains a déclaré que si des combattants de Wagner se présentaient au Niger, cela ne signifierait pas automatiquement que les forces américaines devraient partir. Il est peu probable que Niamey affecte la présence militaire américaine, mais « si des milliers de combattants wagnériens se répandaient à travers le pays, y compris près d'Agadez, des problèmes pourraient survenir en raison de problèmes de sécurité pour le personnel américain... Quoiqu'il en soit, les États-Unis mettront la barre haute avant de prendre toute décision de quitter le pays. »

Dans ce jeu d'ombre bizarre entre Washington et Moscou, les États-Unis ne peuvent pas pousser à une intervention militaire au Niger par la CEDEAO, de peur que sa présence militaire au Niger ne devienne intenable. Bien sûr, les putschistes à Niamey ont également été assez intelligents pour ne pas demander, jusqu'à présent, de retirer les troupes américaines du Niger.

Dans ce contexte trouble, l'annonce mercredi par le département d'État américain de l'arrivée à Niamey de la [nouvelle ambassadrice](#) américaine au Niger, Kathleen FitzGibbon – anciennement numéro deux de l'ambassade au Nigeria – n'est pas une surprise. C'est un signe de la confiance de Washington quant à son engagement continu face à la situation. Le porte-parole adjoint du département d'État, Vedant Patel, a déclaré aux journalistes qu'il n'était pas prévu que la nouvelle ambassadrice présente ses lettres de créance aux putschistes.

Pendant ce temps, le Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine, l'organe chargé de

faire appliquer les décisions du bloc, s'est réuni lundi à Addis-Abeba et a rejeté une proposition de la CEDEAO sur une intervention militaire au Niger. Plusieurs pays membres d'Afrique australe et nord-africaine étaient « *farouchement opposés à toute intervention militaire* ».

Pris ensemble, ces développements ont mis la CEDEAO sur le dos. Pour compliquer les choses, les putschistes ont depuis annoncé leur intention de poursuivre Bazoum en justice pour « *haute trahison* » et atteinte à la sécurité de l'État. Fait intéressant, le régime militaire affirme avoir « *réuni les preuves nécessaires pour poursuivre devant les autorités nationales et internationales compétentes le président déchu et ses complices locaux et étrangers* ».

Bazoum est inculpé à la suite de ses échanges après le coup d'État avec des politiciens ouest-africains de haut rang et « *leurs mentors internationaux* », que les putschistes accusent d'avoir fait de fausses allégations et d'avoir tenté de faire dérailler une transition pacifique afin de justifier une intervention militaire.

Ces développements, associés à une [opposition nationale](#) croissante au Nigeria, qui dirige actuellement la CEDEAO, ont forcé le président Bola Tinubu à modifier sa position sur l'intervention militaire. Une puissante délégation nigériane composée de hauts responsables islamiques s'est rendue au Niger pour ouvrir des pourparlers avec la junte, qui a rapidement accepté de dialoguer avec la CEDEAO sur la voie à suivre dans le pays. Avec le temps, la CEDEAO perd l'initiative qui tourne à l'avantage des putschistes.

Fondamentalement, alors que la mauvaise gouvernance, la corruption endémique, l'escalade de la pauvreté et l'insécurité ont créé les conditions des coups d'État dans la région du Sahel, un facteur plus profond est la géopolitique de l'accès et du contrôle des ressources. Les puissances étrangères se font concurrence pour explorer et contrôler les abondantes ressources minérales des pays d'Afrique de l'Ouest.

Les tensions ascendantes au Niger et dans la sous-région au sens large sont sans aucun doute exacerbées par la rivalité géopolitique et économique entre l'Est et l'Ouest. Le spectre qui hante l'Afrique de l'Ouest est que la guerre par procuration entre la Russie et les États-Unis puisse facilement s'infiltrer en Afrique, où des mercenaires russes et des forces spéciales occidentales sont déjà stationnés pour de nouvelles missions.

M.K. Bhadrakumar

Article original en anglais : [France's colonial legacy, US' security concerns intersect in Niger; Russians at the gates look for new hunting grounds](#), Indian Punchline, le 17 août 2023.

Traduit par Wayan, relu par Hervé, pour [le Saker Francophone](#).

La source originale de cet article est [Indian Punchline](#)
Copyright © [M. K. Bhadrakumar](#), [Indian Punchline](#), 2023

Articles Par : **M. K. Bhadrakumar**

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca